

Quelques extraits du programme d'EELV

accessibles sur : <http://eelv.fr/le-projet-2012-definitif/> et qui complètent nos engagements et notre rencontre de mardi. De la part de Tassadit et Bernard

Finance

Pour changer radicalement les règles de fonctionnement des banques et des marchés financiers, nos principaux objectifs de réformes sont les suivants :

(...)

Conditionner l'aide de la Banque centrale. Les banques européennes sont aujourd'hui totalement dépendantes de la Banque centrale. Mais celle-ci les aide sans conditions, alors que dans le même temps elle refuse d'aider les États. Il est normal, pour assurer la continuité du financement de l'économie, que la banque centrale soutienne les banques, comme elle devrait le faire pour les États, mais pas de façon inconditionnelle, en terme, par exemple, de présence dans les paradis fiscaux, d'augmentation des fonds propres, de respect des règles sur les bonus, etc.

(...)

Lutter contre les paradis fiscaux par l'adoption en France de l'équivalent de la loi FATCA votée aux Etats-Unis en 2010 obligeant toutes les institutions financières qui ouvrent un compte à un citoyen français ou à une entreprises à capitaux majoritairement français de le déclarer au fisc. Cette loi est un véritable coup de massue sur le secret bancaire ; la France peut, dès 2012, montrer l'exemple en en adoptant une semblable.

(...)

DES FINANCES PUBLIQUES AU SERVICE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE

(...)

Les besoins de financement de la transition écologique sont estimés à environ 2,5 % de PIB par la Commission européenne chaque année pendant au moins une décennie, soit environ 50 milliards d'euros par an.

Entre un tiers et la moitié de cette somme reposera sur de l'argent public (soit 15 à 20 milliards), le reste étant lié à des investissements privés réalisés par les entreprises et les ménages.

Quant à la réduction progressive des déficits publics, elle passe inévitablement par une action résolue contre les paradis fiscaux et par l'abandon des cadeaux accordés aux plus riches et aux grandes entreprises.

(...)

La lutte contre l'évasion et la fraude : les paradis fiscaux, principale niche, représentent chaque année un manque à gagner compris entre 20 et 30 milliards d'euros. Augmenter les moyens et mettre en place un arsenal juridique efficace augmentera les recettes de plusieurs milliards par an.

(...)

Un dispositif européen crédible luttera contre les paradis fiscaux

pour mettre fin au secret bancaire, l'évasion fiscale. Il gèlera les actifs placés dans les paradis fiscaux par les ressortissants de tous les Etats membres dont le budget est menacé par les fraudes massives, comme la Grèce.

Une clause "paradis fiscaux" sera introduite dans les marchés publics.

(...)

Vers un monde de paix et de justice

La suppression des paradis fiscaux et judiciaires et la levée du secret bancaire :
création de registres nationaux des comptes bancaires mis à dispositions des autorités.
Extension de la Directive UE Épargne, renforcement de la coopération judiciaire contre la fuite fiscale et la corruption.

(...)

Les écologistes proposent :

- **de mettre en place une fiscalité mondiale** : la taxation des transactions sur les marchés des changes, financiers et boursiers, mais aussi des profits des multinationales, les déchets nucléaires, les transports aériens : 775 milliards de dollars hors taxe carbone peuvent ainsi être levés, soit 2 à 3 fois les sommes nécessaires à l'accès de tous aux droits fondamentaux et à la résilience climatique. Il s'agit d'amorcer une fiscalité globale pour la proposer progressivement à l'ensemble de la planète.

- **de supprimer les paradis fiscaux et judiciaires et la levée du secret bancaire** :
création de registres nationaux des comptes bancaires mis à dispositions des autorités.
Extension de la Directive UE Épargne, renforcement de la coopération judiciaire contre la fuite fiscale et la corruption.

- **de renforcer le droit dans la lutte contre les délits économiques et financier et contre l'impunité en cas de délits commis par les chefs d'Etat ou les élites internationales.** Il faut mettre un terme définitif à la Françafrique financière et militaire, aux valises de billets et aux trafics d'influence, prévenir et sanctionner des conflits d'intérêt des responsables politiques et des hauts fonctionnaires par une réelle coopération judiciaire et fiscale, et assurer la restitution rapide des avoirs détournés aux pays spoliés (les « Biens Mal Acquis »).

- **de garantir l'accès à la justice des victimes des multinationales** en leur permettant d'ester en justice dans n'importe quel pays d'activité d'une multinationale, avec notamment la création d'un fonds d'appui aux ONG.

- **de pratiquer une diplomatie active de lutte contre les dictatures** et les régimes autoritaires, comme la Chine ou la Russie, et de solidarité avec les mouvements d'émancipation, qu'ils soient nationaux, comme au Tibet, ou d'aspiration démocratique, comme en Syrie ou dans les pétromonarchies.

- **de stopper la concurrence fiscale en Europe** : Un impôt afin de financer la solidarité fédérale et accompagné par une harmonisation européenne fiscale rendue possible par l'application du mécanisme de codécision en remplacement de l'unanimité actuellement requise en la matière. Il viendra en substitution de l'essentiel des contributions nationales et aura pour assiette les bénéfices des sociétés multinationales, les revenus financiers, les transactions financières et les activités polluantes (taxe "carbone", taxe sur les déchets, y compris nucléaires, etc.). Le processus budgétaire devra être rendu transparent et démocratique, associant pleinement le Parlement, notamment en lui donnant le pouvoir de codécider des recettes.

Par ailleurs, un grand emprunt européen devra être levé pour financer directement la conversion écologique et garantir la stabilité sociale et la solidarité face à la crise.

Nous agissons aussi pour l'introduction d'une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés pour réduire la concurrence fiscale entre les Etats membres. Il s'agit, pour chaque entreprise présente dans plusieurs Etats membres, de se conformer à un seul régime fiscal au sein de l'UE pour calculer son résultat imposable, plutôt qu'aux différents régimes propres à chacun des Etats membres dans lesquels l'activité est exercée.

Pour atteindre ces objectifs, plusieurs leviers d'action sont possibles dans notre propre pays :

• La vigilance des collectivités territoriale, qui peuvent refuser de travailler avec des banques utilisant des paradis fiscaux ou des multinationales opaques comme l'ont déjà décidé douze régions françaises, l'insertion de clauses dans les appels d'offre des marchés publics et le soutien aux démarches de labellisation et de commercialisation "éthiques" et écologiques (la sensibilisation des citoyen-e-s à ces démarches).

- La mobilisation des consommateurs, avec l'obligation d'étiquetage du contenu social et environnemental des biens et services, et du contenu "fiscal" des produits financiers et bancaires.
- L'éducation à la responsabilité, à la justice et à la solidarité internationale, sociale et écologique.
- L'appui aux réseaux militants de la société civile : éducation, plaidoyer, expertise, alerte, mutualisation.

Agriculture

Au niveau international, il faut reconstruire l'Accord sur l'agriculture de l'OMC sur le droit inaliénable des peuples à produire leur propre alimentation, donc sur la souveraineté alimentaire, par une protection efficace à l'importation. Cela stabilisera les prix à un niveau rémunérateur pour les agriculteurs familiaux, avec une régulation internationale interdisant la spéculation.

De passer du modèle agro-exportateur à celui d'une agriculture permettant la souveraineté alimentaire et une production de qualité.

Le soutien à la production d'agromatériaux (chanvre, pailles...) et aux bio ressources de seconde et troisième génération pour la chimie sans concurrencer les besoins agronomiques et alimentaires, l'abrogation des aides aux agrocarburants de 1ère génération, l'arrêt de leur importation.

Boire et se nourrir sont les premiers besoins de l'être humain. Dans toutes les civilisations, s'alimenter est un plaisir, les repas structurent le temps social. La population mondiale vient d'atteindre sept milliards et atteindra neuf milliards en 2050. A l'heure actuelle, un milliard souffre de la faim, un milliard – dont nous faisons partie – de "suralimentation".

Les émeutes en 2008, la nouvelle flambée du prix en 2010-11 sont dues non seulement à des épisodes liés au changement climatique mais aussi à la raréfaction des denrées alimentaires du fait de l'occupation importante de terres agricoles par des cultures industrielles de type agro-carburants ou destinées au bétail.

Migrants

Les écologistes proposent l'application des conventions internationales signées par la France : convention de Genève sur le droit d'asile, convention européenne des droits de l'Homme, convention des droits de l'enfant... ; la ratification par la France de la convention de l'ONU sur les droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille ; la mise en oeuvre d'une politique d'accueil des réfugiés qui respecte leurs droits et leur dignité ; retirer les clauses migratoires des accords bilatéraux.

Le projet écologiste réaffirme une vision mondiale de la question – liée aux déséquilibres économiques mondiaux et déjà aux changements climatiques – et prône une politique d'immigration ouverte et humaniste permettant une autre approche des rapports Nord-Sud que la guerre aux migrants que mène actuellement l'Union européenne.

Le "droit à la mobilité", qui figure dans la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 (article 13), est un élément fondamental de la liberté de chaque être humain. Elle sera précédée d'une mesure d'apurement des situations créées ces dix dernières années.